

LE SECTEUR VIVRIER SUD- CAMEROUNAIS FACE A LA CRISE DE L'ECONOMIE CACAOYERE

*Athanase
BOPDA*

Chercheur à l'INC
Yaoundé - Cameroun

Mots-clés : Sud-Cameroun - marché urbain - revenus paysans - vivrier de rapport - intensification - agriculture itinérante sur brûlis - alternative post-cacaoyère - dynamisme des femmes - migrant de retour - programme d'ajustement structurel

Résumé - Tandis que le prix du cacao continue de chuter sur le marché mondial, le marché urbain du vivrier est en pleine expansion dans la zone cacaoyère camerounaise. Témoin de cette expansion, le prix des vivres locaux n'a cessé globalement de croître dans une ville comme Yaoundé. Toutefois, la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs essentiellement citadins et le dynamisme des citadins-cultivateurs provoquent une diminution du prix marchand des vivres, limitant les chances des paysans producteurs de retrouver des revenus satisfaisants. Pour permettre à l'agriculture vivrière de devenir une véritable alternative à la culture du cacaoyer, il faudrait engager efficacement plusieurs changements :

- changement sur le plan des techniques agraires en passant de l'agriculture itinérante sur brûlis à l'agriculture vivrière intensive et compétitive sans rompre les équilibres écologiques ;
- changements socio-culturels inévitablement, en admettant une prééminence de l'apport des femmes dans les revenus monétaires des familles ou une reconversion des cacaoculteurs dans une production vivrière jusque-là réservée aux femmes ;
- changement socio-économique indispensable, car il faut désormais occuper, et surtout créer les marchés tant dans le pays qu'à l'étranger. Ce qui demande une volonté de réussir, et une action concertée, cohérente et efficace, bref une stratégie commerciale nationale intégrant tout autant les producteurs paysans du monde rural que les décideurs et les développeurs citadins et administratifs.

Key-words : Southern Cameroon - urban market - peasant income - cash food crops - intensification - shifting farming system - post-cocoa alternative - female dynamism - urban-rural migration - Structural Adjustment Programme (S.A.P.)

Abstract - To the rapid reduction of cocoa prices on the international market corresponds a Cameroonian food crops market expansion. Evidence of this can be seen in the increasing food crop prices in Yaounde. The decreasing purchasing power of the urban consumers and their implication in the food crops production causes a lowering of market prices, limiting the peasants chances of gaining a satisfactory income. Many changes will be therefore necessary before food crops replace cocoa production as sources of income :

- shifting agriculture should be transformed into intensive and competitive farming,
- a higher contribution of women in the household become revenues should be recognised or alternatively the male cocoa farmers should become involved in food production even though this was until recently considered as an exclusively female activity,
- it is indispensable to create or conquer markets both in and out of the country. This implies a close collaboration between the peasants in the rural areas, the peasants and the urban deciders at the national level , all of them deeply implicated and integrated in an authentic national business strategy.

Frappé dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale par l'ampleur de l'expansion de la culture du cacaoyer dans la grande forêt africaine, Hubert Deschamps devait proclamer l'avènement de la civilisation du cacao au milieu des années 50. S'intéressant ensuite aux budgets des planteurs du sud du Cameroun entre 1953 et 1956, J. Binet précisait : "Si le cacao fournit l'essentiel des ressources monétaires de notre zone, d'autres produits sont cultivés et vendus". En effet, 70 % des revenus des familles touchées par son enquête provenaient des plantations de cacaoyers, 9,5 % des dots, 7,5 % des salaires, 4,8 % du commerce, 3,8 % des emprunts. Mais moins de 0,5 % était fourni par les cultures vivrières et 0,1 % par la chasse et la cueillette. En somme, l'apport monétaire des activités traditionnelles des populations était quasi nul. J. Binet pouvait affirmer alors : "Tout en alimentant un commerce important à proximité des routes, des gares et des centres urbains, la production des denrées vivrières n'est pas, dans l'ensemble de la région, une source de revenus très élevée"⁽¹⁾.

Aujourd'hui, bien qu'il reste toujours une source réelle de revenu pour les paysans du sud du Cameroun, le cacao a vu son prix⁽²⁾ d'achat aux planteurs chuter dramatiquement, compromettant les prévisions monétaires du monde rural. L'alternative vivrière est déjà pressentie ou vantée par certains comme une planche de salut. Mais quelle issue réelle ouvre cette nouvelle voie, dans le contexte de crise qui sévit désormais ? Bien que notre réflexion se circoncrive au cadre camerounais avec un exemple principal tiré de l'arrière-pays yaouvéen (fig. 1 et 2), ses conclusions portent en réalité sur les chances de succès du recours aux cultures vivrières de rapport comme base des revenus des paysans

(1) Binet (J.) 1956, Budgets familiaux des planteurs de cacao au Cameroun (cf. Bibliographie)

(2) Tous les prix de denrées utilisés dans ce texte sont issus de la Direction de la Statistique du Ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire

dans les pays de l'Afrique Noire. Pour mieux situer les faits, une description des aspects ruraux de la crise s'impose. Nous soulignerons ensuite les bouleversements induits par la crise sur le plan de l'alternative vivrière.

Figure 1 : Carte de situation -
Zone cacaoyère

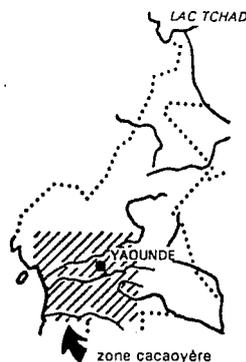
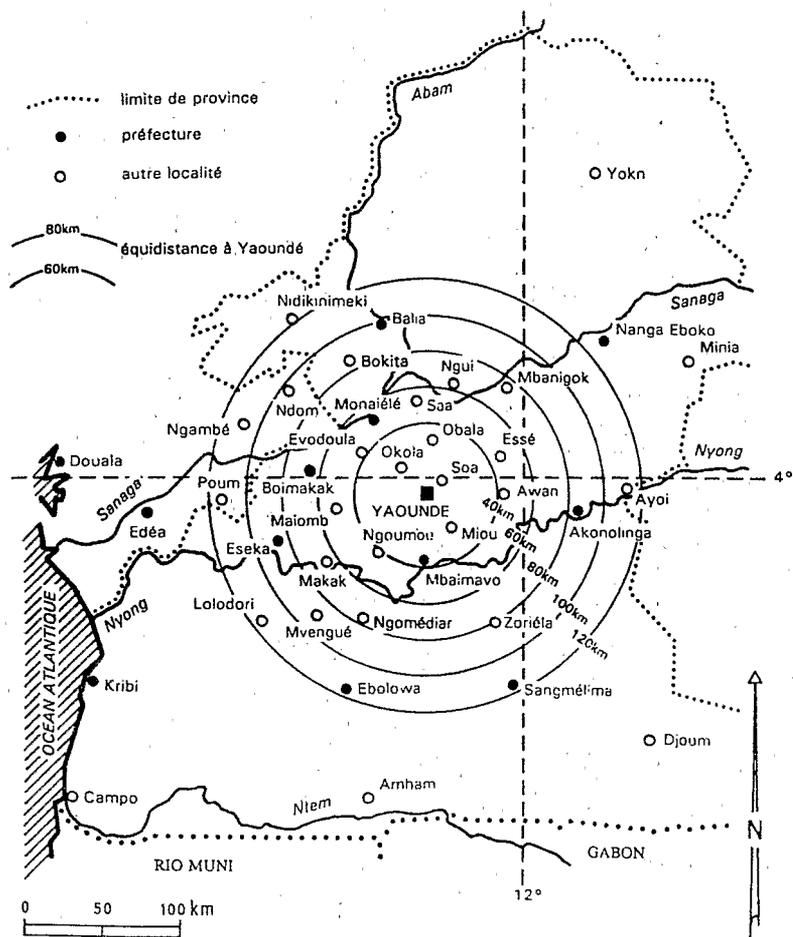


Figure 2 : Villes et bourgs du Centre Sud



d'après A. FRANQUEVILLE

1. Aspects agricoles et ruraux de la crise économique au cameroun.

1.1. La croissance initiale.

Depuis 1986, le Cameroun, comme beaucoup d'autres pays africains, subit les effets d'une crise d'autant plus surprenante qu'elle est survenue brusquement au cours d'une période de croissance pleine de promesses. Lente mais régulière au départ, cette croissance fut surtout le fait du dynamisme d'une agriculture assurant, à l'origine, l'essentiel des ressources de l'Etat. L'exploitation des produits agricoles de rente tels que le cacao et le café en constitue 86 % en 1970, 82 % en 1975, 90 % en 1980. Pour un indice 100 en 1970⁽¹⁾, le PNB/habitant du pays a d'abord mis près de 7 ans pour franchir l'indice 110. Le décollage fulgurant de cet indicateur n'a commencé qu'en 1978.

A partir de 1978-1979, l'influence des ressources tirées de l'exploitation pétrolière se manifeste sur l'évolution des ressources de l'Etat camerounais. De 1,4 % en 1977-1978, la contribution du pétrole passe à 28,6 % en 1978-1979. Elle atteindra 76 % en 1984, propulsant le PNB/habitant à l'indice 200, soit 1120 dollars.

1.2. La rupture brutale de la croissance des prix du cacao.

Dès 1986 déjà, la recession s'annonce au Cameroun. De plus de 210 en 1986, le PNB/tête tombe à moins de 200 en 1988. Depuis, il n'a cessé de baisser. Engendrée surtout par la chute des revenus pétroliers, cette baisse est d'autant plus ressentie qu'elle s'explique aussi par l'affaiblissement des revenus tirés des matières premières agricoles. Pour le Camerounais, le prix du kg de cacao par exemple était passé de 75 francs C.F.A. en 1960-1961, à 420 francs C.F.A. en 1985-1986. Il s'en était suivi une expansion de ce secteur de production. Ainsi, la production cacaoyère de la province du centre s'est élevée de 38 430 tonnes en 1960 à 66 750 tonnes en 1970. Les difficultés de paiement, puis la chute des revenus tirés des cultures de rentes se sont amorcées à la fin des années 80. Dès la campagne 1987-1988, elles ont particulièrement désorganisé une économie paysanne que le développement même de l'économie de plantation avait largement monétarisé. En 1989-1990, le prix courant du cacao redescend à 250 francs C.F.A./kg. On imagine aisément l'écho social négatif de cette chute des prix des productions agricoles de rente au Cameroun si l'on sait que la population active de ce pays est à 63 % agricole.

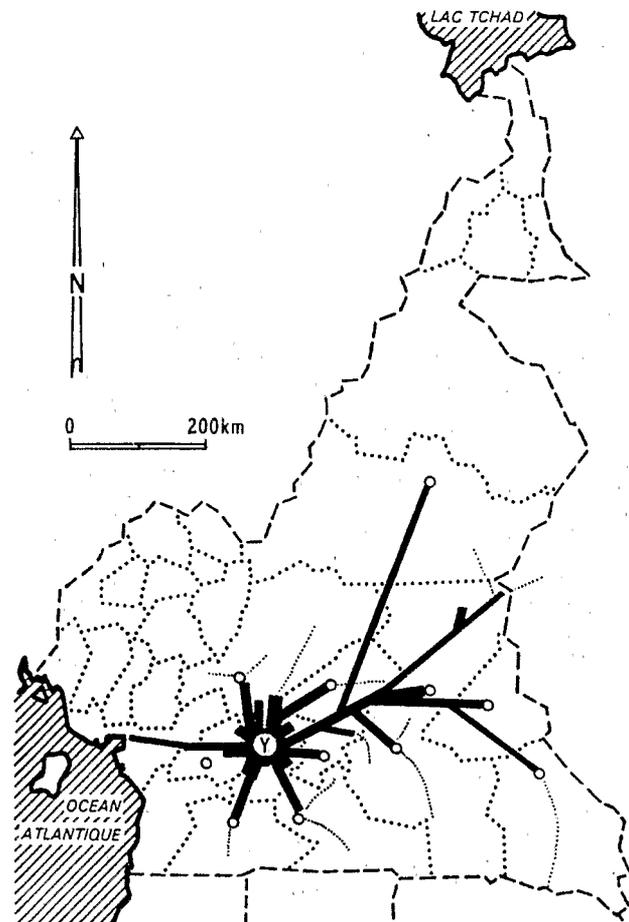
(1) D'après le rapport de la Banque Mondiale, le PNB/tête du Cameroun en 1970 est de 560\$

1.3. La bonne tenue des prix urbains des denrées alimentaires.

Avec la chute rapide des prix des productions agricoles de rente classiques (cacao, café), l'intérêt des produits vivriers comme sources de revenus pour les paysans semble d'autant plus grand que ceux-ci ont connu une évolution soit stable, soit globalement croissante de leurs prix, notamment sur les gros marchés de consommation des plus grands centres urbains.

Sur le marché de Yaoundé par exemple, le prix du kg de maïs est passé de l'indice 100 à l'indice 400 entre 1974 et 1989. Il en est pratiquement de même pour le kg de banane plantain et de macabo blanc⁽¹⁾. Ceux du kg d'igname ou de bâton de manioc auront même atteint des indices record de plus de 740 en 1988⁽²⁾. En fait, les villes deviennent plus que jamais attractives pour les producteurs vivriers de leurs périphéries. Ces débouchés semblent d'autant plus garantis que la population citadine n'a cessé de s'accroître.

Figure 3 : Le réseau urbain de Yaoundé



d'après MARGUERAT

(1) Vendu à près de 25 francs en 1970, le kg de banane plantain s'est maintenu pratiquement au dessus de 125 francs CFA de 1982 à 1988. Celui du macabo blanc passait au même moment de 25 francs à plus de 100 francs CFA.

(2) Le bâton de manioc localement appelé "bibolo" se vendait à moins de 25 francs le kg avant 1974. Il frôlera 250 francs en 1987 sur certains marchés urbains de Yaoundé.

Pour l'ensemble du pays, la population urbaine a connu ces dernières années un accroissement annuel de 5,59 %. Evaluée à 2 184 500 personnes en 1976, elle atteint 3 972 600 habitants en 1987⁽¹⁾. Les variations sont plus prononcées encore dans certains cas ; de 58 099 en 1957, la population de Yaoundé est passée à 663 316 habitants en 1987, et de multiples petites villes se sont développées autour de la capitale, dans un rayon de près de 100 km (fig. 2 et 3 et tableau 1).

Tableau 1 : Population des villes de la zone cacaoyère entre 1976 et 1987

VILLES	1976	1987
Mbalmayo	22 100	35 387
Ebolowa	18 239	35 283
Sangmelima	14 758	23 283
Mbandjock	8 900	11 482
Akonolinga	8 298	14 021
Obala	7 346	12 966
Sa'a	2 631	4 589
Monatéfé	2 297	6 821
Mfou	1 416	5 354
Nkoteng	1 036	12 088

En 1976, moins de 2 % de la population de Yaoundé travaillaient dans l'agriculture⁽²⁾. L'importance de la population des villes pour les débouchés commerciaux des produits alimentaires se dégage mieux encore quand on sait que celle-ci fournit pratiquement la totalité des 25 % d'actifs occupés dans les industries. Avec 35 % du total de la population active, les industries et services concentrés dans les villes participent au moins pour 64 % au P.N.B. du Cameroun.

En ville comme à la campagne, les acheteurs de banane plantain, de haricots, de maïs, de canne à sucre, de tubercules comme le manioc, le macabo ou l'igname et de beaucoup d'autres produits vivriers sont devenus de plus en plus nombreux. Or, "lorsque la ville crée une demande solvable, la production

(1) Les données de la Direction de la Statistique du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire (MINPLAN) ont montré que 37 % des habitants du Cameroun vivaient en ville en 1987.

(2) En dehors du Mungo, moins de 50 % des populations de la plupart des villes camerounaises d'au moins 100 000 habitants travaillent dans ce secteur.

vivrière tend à s'accroître" (J. Schnetzler, 1987). A Yaoundé par exemple, le nombre d'actifs travaillant dans l'administration est passé de 3 721 à 23 733 entre 1957 et 1976. La population de cette ville s'est accrue parallèlement à cette augmentation et le nombre de ses marchés de produits alimentaires aussi. La zone de collecte de ceux-ci n'a cessé de se diversifier et de s'étendre, faisant de cette ville-capitale un débouché de plus en plus recherché et connu pour la production vivrière de toutes les provinces du pays. Devant la chute du prix des produits agricoles de rente, un pareil marché pourrait inciter à produire plus de vivres. Cela ne va pas sans risques.

1.4. Les limites socio-économiques actuelles de l'essor commercial du vivrier de rapport.

Si la baisse du pouvoir d'achat des ruraux incite ceux-ci à augmenter ou diversifier leurs productions commercialisables, celle du pouvoir d'achat des citadins incite ces derniers à acheter moins, ou moins cher. La première source actuelle de difficultés pour l'essor du commerce intérieur des vivres à destination des villes est donc le laminage du pouvoir d'achat des consommateurs citadins. En effet, depuis 1987, la crise économique⁽¹⁾ urbaine n'est plus qu'un facteur de surcharge ou d'exploitation socio-économique des citadins. En effet, la campagne envoie allègrement des têtes à entretenir ou à placer à terme dans le monde de l'emploi, alors qu'elle vend de plus en plus systématiquement les vivres indispensables à leur nutrition. Fortement entamée par les autres postes de dépenses souvent incompressibles, la part des revenus monétaires consacrée à l'achat des vivres s'est réduite relativement. Avec plus de bouches à nourrir mais moins d'argent, la demande des vivres à consommer est désormais plus contrôlée et de plus en plus réduite dès qu'il faut les acheter.

Pour manger convenablement avec moins de dépenses, les ménagères proposent désormais des prix d'achat⁽²⁾ de moins en moins élevés pour les aliments expédiés sur les marchés urbains par un arrière-pays agro-rural à la recherche d'argent. Ce dernier est d'autant plus porté vers la vente des vivres que celle-ci est devenue dans bien des cas le seul moyen subsidiaire d'obtenir l'argent que le cacao ou le café ne donne plus⁽³⁾. Révélateurs tout indiqués de cette saturation aux deux extrêmes, les

(1) Amorcée en fait dès la fin de 1986, la chute du PNB/tête prend rapidement une allure vertigineuse : plus de 1 170 \$ en 1989, 1 120 \$ en 1988, 1 000 \$ en 1989, peut-être moins de 600 \$ depuis un an si on en croit la Banque Mondiale

(2) Le prix d'achat est ici le prix proposé par l'acheteur, par opposition au prix de vente, proposé par le vendeur. Les tractations et les négociations commerciales visent à ajuster ces deux prix pour établir le prix marchand de l'objet du commerce.

(3) Une comparaison des données de l'enquête de J. Binet en 1956 à celles des enquêtes du réseau OCISCA (Observatoire du Changement Social et de la crise au Cameroun) en 1990 a montré qu'à Yemesso, la contribution du cacao aux revenus monétaires des ménages était passée de 70 % à 45 % de 1956 à 1990 tandis que celle des produits vivriers et maraîchers passait de 2 % à 20 %.

prix de vente des produits alimentaires à Yaoundé ont connu une diminution presque généralisée ces dernières années.

Le manioc en boule connaît une baisse depuis 1984. Pour la banane plantain, le macabo blanc, elle n'a commencé qu'en 1987. Le manioc en tubercule, le bâton de manioc et l'igname blanche n'ont été touchés qu'en 1988⁽¹⁾. L'explication principale de cette situation est la baisse généralisée des pouvoirs d'achat.

1.5. Le laminage généralisé des pouvoirs d'achat.

Paradoxalement, le laminage simultané du pouvoir d'achat des salariés citadins⁽²⁾ et des producteurs ruraux est désormais une des limites économiques sous-jacentes de l'essor national du marché potentiel du secteur vivrier. Mais ce paradoxe n'est qu'apparent. En effet, si en zone rurale, "chacun produit ce qu'il consomme, les occasions de vente ne sont pas bien nombreuses" (J. Binet 1956). Dans le marché intérieur actuel du Cameroun frappé par la chute des revenus, l'accroissement de la production vivrière rurale de rapport ne fait elle-même que contribuer à la réduction des prix marchands des aliments sur les marchés urbains. Par ricochet, l'effort de ravitaillement des consommateurs urbains aboutit à une baisse de la rentabilité monétaire ainsi qu'à celle des revenus des paysans producteurs si ces derniers n'accroissent pas de plus en plus leur production. Cette production rencontre aujourd'hui sur les marchés urbains l'apport des citadins agriculteurs.

La concurrence est de plus en plus marquée entre purs paysans et citadins producteurs de vivres. Pour l'instant, l'apport de ces derniers semble toutefois moins volumineux que celui des ruraux si on considère l'ensemble de la demande du marché urbain. Ils n'en restent pas moins présents, compétitifs et efficaces. Leurs zones d'implantation vont des parcelles maraîchères des interstices du tissu urbain aux champs vivriers sur les friches foncières de la périphérie des villes et aux plantations de zones moins proches, mais accessibles, d'un arrière-pays lointain⁽³⁾. Les formes de cette compétition vont de la recherche systématique de l'auto-provisionnement plus ou moins intégral à une production à grande échelle des denrées alimentaires à destination des villes. Les citadins planteurs ou éleveurs parfois absents sur les lieux de production captent de plus en plus des opportunités commerciales, qui

(1) Entre 1987 et 1988, la baisse est de près de 50 francs CFA/kg pour le macabo blanc, le manioc en bâton et en tubercule ; elle est de moins de 20 francs CFA pour la banane plantain. Mais de façon générale, la chute des prix sera moins rapide pour les vivres que pour le cacao.

(2) avec application des P.A.S. (Plans d'Ajustement Structurel).

(3) Comme Talba à plus de 100 km au nord de Yaoundé.

autrement s'offriraient plutôt aux producteurs ruraux. Pour faire face, les ruraux gagneraient à se regrouper et à s'organiser en mutuelles et coopératives compétitives.

En dehors de la concurrence des citadins, celle des producteurs étrangers s'est fortement développée. De 100 en 1974, l'indice des prix du kg de farine de blé a atteint 210 en 1989. Le riz de l'Asie du Sud-Est, le blé des pays à climat tempéré sont devenus des composantes courantes de la nutrition locale tant en ville qu'à la campagne⁽¹⁾.

Ceci est particulièrement remarquable pour le riz dont la production traditionnelle locale à pratiquement disparu sur les marchés urbains, tandis que sa relance moderne dans les complexes agro-industriels du nord du pays est aujourd'hui asphyxiée par des importations incontrôlées. En effet, l'introduction des importations de riz portait en elle-même les germes de déstabilisation de toute forme de production paysanne. Au lieu de promouvoir la production indigène, il a fallu par option politique, passer à l'échelle industrielle, non sans prolétarianisation du monde rural. Si l'on n'y prend garde, l'intensification actuelle de la production vivrière en vue du maintien du pouvoir d'achat du monde paysan porte aussi des germes de déstabilisation pour les équilibres sociaux et écologiques.

2. Quelques bouleversements prévisibles.

2.1. Modifications dans la division sexuelle des tâches.

Dans la distribution traditionnelle des tâches, l'entretien et la gestion de la production ou des revenus vivriers revenaient aux femmes. Dès le début, les cultures de rente furent accaparées par les hommes, soucieux d'en contrôler les revenus monétaires. Il s'agit en fait d'une source de tension ancienne. J. Binet remarquait déjà en 1956 : "Les hommes grâce au cacao, disposent de l'argent qu'ils peuvent dépenser pour satisfaire des besoins de "luxe"". Mais les femmes, grâce au travail desquelles les besoins vitaux sont satisfaits, n'ont guère d'argent liquide". Elles ne peuvent manquer d'envier les hommes et de chercher à les égaler". Jusqu'à la récente chute du prix du cacao, les femmes, en plus de leur emprise sur le domaine vivrier, étaient tentées d'en planter ou de s'en procurer à l'occasion des successions.

(1) De près de 70 francs en 1974, le prix du kg de farine de blé s'est hissé au-dessus de 150 francs CFA depuis 1982. Celui du kg de riz en vrac est passé de 100 francs à plus de 200 francs dans ce même laps de temps. Très prisée, la baguette de 250 g de pain est passée de 40 à près de 70 francs C.F.A. L'effet réducteur de la crise sur les prix de ces denrées globalement importées ne semble pas particulièrement prononcé.

Aujourd'hui, avant que toute initiative volontariste ne s'engage pour une promotion intensive du secteur vivrier, celui-ci reste toujours entre les mains des femmes. Dans 92 % des cas d'une étude effectuée à Evodoula en 1986, c'est la femme qui décidait du choix des cultures vivrières ; elle était dans 96 % des cas responsable de leur entretien ; dans 94 % des cas, c'est elle qui en dirigeait les opérations de récolte ; dans 95 % des cas c'est à elle qu'il revenait d'en assurer la vente et dans 92 % d'en gérer les revenus (Otto Pondi Njiki et Alters, 1989).

Toutefois, les hommes jadis pratiquement exclus de ce domaine y ont fait entre temps une remarquable apparition. De la même étude ci-dessus mentionnée, il ressort qu'ils décident du choix des cultures dans 13 % des familles, en sont responsables dans 21 %, dirigent les opérations de récoltes dans 12 %, opèrent les ventes dans 5 % et surtout, gèrent déjà les revenus issus du secteur vivrier dans 18 % d'entre elles. La conversion des cultures vivrières en plantes de rapport introduit une transformation de l'attitude des hommes. Ceux-ci se montrent d'autant plus entreprenants que l'apport autrefois substantiel des revenus tirés de la vente du café et du cacao semble durablement compromis aujourd'hui par une énorme chute de prix. Il s'en suit un renversement dans la division sexuelle traditionnelle du travail. Une promotion à grande échelle de la culture des vivres impliquera probablement une restructuration sociale sur ce plan. De toutes les façons, en l'état actuel, l'expansion de la production des vivres provoque déjà des remaniements importants dans la répartition spatiale des parcelles de cultures dans les terroirs où elle s'est amorcée.

2.2. Dynamisme conquérant des femmes ?

A l'augmentation de la production vivrière correspond un accroissement des surfaces cultivées qui lui sont consacrées. A Ebang, petit village à 20 km de Yaoundé, les cultures vivrières sont aujourd'hui encore les premières à occuper les zones de défrichement les plus récentes. Au milieu des années 50, J. Binet affirmait déjà : "les exportations de graines de courges prouvent l'existence de nouveaux défrichements. Les paysans sèment en effet des courges dès le défrichage pour étouffer la végétation sauvage". Mais, chose plus remarquable encore, ce sont elles qu'on implante un peu partout à la place des anciennes cacaoyères brûlées par la sécheresse et les feux de brousse incontrôlés. Ainsi, un type de parcelles de cultures encore à plus de 90 % aux mains des femmes, se substitue à un autre à 84 % entre les mains des hommes. Même si les premières sont unitairement de moindre extension que les secondes, il y a là un fait nouveau qui, en se généralisant à terme, pourrait entraîner de nouveaux ajustements.

Traditionnellement, les femmes ne disposaient pas de bananiers plantains dans le pays Bété du centre ou du sud du Cameroun, cette culture étant l'apanage des hommes. Or dès 1988, une étude menée à Evodoula, dans l'arrière pays de Yaoundé, montre qu'elles y détiennent jusqu'à 63 % des plants de cette culture. Le dynamisme des femmes dans le contexte d'une relance du revenu des paysans par la promotion de la production vivrière, trouvera certainement dans la réussite des femmes un des meilleurs appuis. Car, si "en fait, les cultures vivrières ont une importance essentielle, elles permettent aux familles de vivre sans grosses dépenses d'alimentation" et si "la production de denrées alimentaires n'est pas, dans l'ensemble de la région, une source de revenus élevés" dans ce cas, "il est fréquent que le bénéfice soit partagé entre l'homme et la femme⁽¹⁾. Or, aujourd'hui, bien de choses ont changé. La production de denrées alimentaires dans les régions du centre et du sud du Cameroun est devenue une réelle source de revenus. En outre, les femmes de l'arrière-pays ont de plus en plus de chances de conserver pour elles d'abord, les retombées de leur production agro-alimentaire⁽²⁾, dans un contexte où leur émancipation vis-à-vis des hommes est favorisée par l'essoufflement des traditions et le triomphe du droit occidental.

Cette contribution de l'arrière-pays immédiat est elle-même contrebalancée de plus en plus puissamment par celle des régions plus éloignées où les femmes ne sont pas moins à l'oeuvre. Pour Yaoundé par exemple, l'apport de ces zones représente 31 % de l'approvisionnement en banane plantain, 89 % de celui en graine d'arachide, 99,5 % de celui des haricots. Les zones de production rurales sont solidaires. Quand la survie de tous s'organise autour de la présence de la grande ville et des rapports marchands qu'elle favorise, toute surproduction pourrait se traduire par une baisse de prix à court terme, avantageuse pour les citadins et malencontreuse pour les producteurs ruraux, et à long terme, compromettante pour tous. Mais au-delà de tous ces réajustements économiques et sociaux, c'est aussi l'avenir des techniques agricoles et des systèmes de production traditionnels qui se joue.

2.3. Réajustements prévisibles des techniques de production.

La réimplantation durable des populations le long des routes ainsi que l'introduction du cacaoyer, culture pérenne et cause d'une privatisation des terrains collectifs, avaient déjà bouleversé profondément les données de la production agricole des campagnes du sud forestier du Cameroun. Depuis, sans vraiment aboutir à une intensification prononcée, la crise et la mutation de l'agriculture itinérante sur brûlis avaient d'autant plus vite évolué qu'une scolarisation de plus en plus poussée des

(1) J. Binet en 1956.

(2) aux environs de Yaoundé par exemple.

jeunes accentuait un exode sélectif de la main-d'oeuvre en zone rurale. Par conséquent, la relève de la vieille génération qui a adopté le cacaoyer ne se fera pas en situation de stabilité culturelle, sociale et démographique. Si les jeunes nés à l'époque du cacao triomphant doivent inaugurer à leur tour l'ère du vivrier, ils ne le feront peut-être pas avec le même arsenal de technologies agricoles, la même bonne mentalité paysanne que leurs parents et grands-parents.

D'itinérante au départ, sur des espaces qui se sont progressivement fermés depuis, l'agriculture des pays Béti et Fang a atteint aujourd'hui, au moins par endroits, le seuil d'occupation et d'exploitation culturelles sédentaires de l'espace au-delà duquel l'intensification s'impose. L'augmentation de la production vivrière dans le but de maintenir ou d'améliorer le pouvoir d'achat paysan pourrait favoriser l'amorce de cette profonde mutation. Celle-ci est elle-même porteuse d'inconnues sur le plan des débouchés sur les marchés tant nationaux qu'internationaux. Même si ces marchés existent, il faudra apprendre à les conquérir, à s'y maintenir, à en tirer véritablement profit. S'ils n'existent pas, il faudra les créer c'est-à-dire développer de véritables stratégies dans la compétition commerciale. Ceci impose que tous les acteurs impliqués agissent avec cohésion sur les marchés de consommation comme dans l'actuelle zone de production cacaoyère. Toute une mutation est donc à attendre au niveau des mentalités tant des paysans producteurs que des décideurs et des développeurs. Elle s'effectuera au moment où le retour dans les terroirs originels de migrants autrefois captés par la ville apportera une nouvelle donne sociologique non moins porteuse de possibles bouleversements⁽¹⁾ !

Conclusion

En définitive, le vivrier de rapport ne sera *a priori* ni une issue simple, ni une solution sans contrepartie en efforts divers, car son choix induira des réajustements. Certes, à court terme et de façon assez localisée, "tout près" des grands centres urbains de consommation, la production vivrière marchande a pu fournir rapidement une alternative post-cacaoyère au déclin du pouvoir d'achat des paysans durement frappés par la crise. Mais si jamais l'actuelle chute des prix du cacao devait se poursuivre, il faudrait bien reconnaître que seul un effort soutenu, aboutissant à l'élargissement réel des

(1) Certains développeurs pensent que moins attachés aux héritages agro-économiques traditionnels, ces migrants de retour constituent peut-être une des chances du renouvellement post-cacaoyer de l'agriculture sud camerounaise. Rien n'est moins sûr ! Trop bref, le déracinement urbain n'a généralement que très peu changé les principales habitudes agro-économiques. D'ailleurs, les néo-citadins qui peuplent les villes n'ont jamais été complètement coupés des campagnes dont ils sont ressortissants. En outre, rien ne prouve que les conditions qui jadis secrétèrent les habitudes actuellement en vigueur ont profondément évolué. Enfin on peut se demander si les changements de comportement envisagés ou constatés correspondent réellement à un changement de logique de la part des acteurs ou à la mise en évidence de certains aspects de cette logique que l'occasion n'avait pas encore permis de mettre en application.

débouchés de cette production à une échelle internationale, pourrait en faire un substitut véritable aux cultures de rente comme le caféier et le cacaoyer. C'est une question de stratégie, donc d'efficacité dans la perception et surtout, l'action. Ce n'est pas seulement un défi au monde agricole, mais au monde rural des producteurs et à leurs fils désormais décideurs et administrateurs depuis les centres urbains et les villes-capitales de l'Afrique moderne.

Indications Bibliographiques.

BINET J., 1956, Budgets familiaux des planteurs de cacao au Cameroun, Coll. L'homme d'Outre-Mer n° 3, Paris, ORSTOM, 154 p.

FRANQUEVILLE A., 1983, Une Afrique entre le village et la ville, Les migrations dans le sud du Cameroun, Paris, ORSTOM, 793 p.

OTTO PONDI NJIKI, RIKONG ADIE H., KOPPERT G., SAJO NANA E., 1989, Le rôle de la femme dans l'alimentation, la nutrition et la production agricole. Rapport du projet FAO/PNUD/CMP/86/006/DP/MINPAT, Yaoundé, FAO. 93 p.

MARGUERAT Y., 1974, Atlas du Cameroun, planche XVII. Les villes et leurs fonctions, commentaire provisoire. Yaoundé, ORSTOM, 132 p.

SCHNETZLER J. , 1987, La dépendance alimentaire de l'Afrique et le cas du Cameroun, in Revue de géographie du Cameroun, Vol. VII, n°1 Yaoundé, D.G. F.L.S.H. U.Y., pp 54-79.

WEBER J., 1974-1977, Structures agraires et évolution des milieux ruraux. Le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun, Yaoundé, ORSTOM, ronéo, 50 p.

ESPACES AFRICAINS EN CRISE :
FORMES D'ADAPTATION ET
DE REORGANISATION



T
I
G
R

DE L'
T DE
PHIE DE

83-84

1993

U.E.R. Lettres et Sciences Humaines
57, rue Pierre Taittinger
51096 REIMS Cedex

F2

TRAVAUX
DE L'INSTITUT DE GEOGRAPHIE
DE REIMS

83 - 84
1993

Responsable de ce numéro : J. DOMINGO
SOMMAIRE

Jean DOMINGO	Présentation	p. 3-4
I - Pays		
Jean-Pierre RAISON	Les formes spatiales de l'incertitude en Afrique contemporaine.....	p. 5-18
John O. IGUE	Echanges et espaces de développement : cas de l'Afrique de l'Ouest.....	p. 19-39
Roland POURTIER	Le panier et la locomotive - A propos des transports terrestres en Afrique centrale	p. 41-61
II - Villes		
Georges COMPAORE	Succès et échecs de la rénovation urbaine à Ouagadougou	p. 63-80
Sylvy JAGLIN	Gestion partagée de l'eau potable à Ouagadougou : pouvoirs urbains et contrôle social	p. 81-97
Jean Luc PIERMAY	L'article 15, ou le Zaïre à la recherche d'articulations de rechange	p. 99-107
III - Campagnes		
Athanasie BOPDA	Le secteur vivrier sud-camerounais face à la crise de l'économie cacaoyère	p. 109-122
Ousmane NEBIE	Les aménagements hydro-agricoles au Burkina-Faso	p. 123-140
Comptes-rendus : Alain MARRE		
	Géographie physique et géographie	p. 141
	Les littoraux en France : risques et aménagement	p. 142
	Une étude sur l'empreinte glaciaire dans les hautes vallées de la Moselle et de la Moselotte.....	p. 142-143
Comptes-rendus : Alain REYNAUD		
	Une vision renouvelée du monde	p. 143-145
	Nouvelles conceptions en géographie régionale	p. 145-148
	La géographie recentrée	p. 148-154
	La maturité de la géographie du tourisme	p. 154-155

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
 N° 40.640 ex 1
 Cpte B